

CHAVEZ AU SOMMET DES AMÉRIQUES :

«Cuba est présente ici avec le Venezuela»

Le président vénézuélien Hugo Chavez a affirmé avant-hier à son arrivée au sommet des Amériques à Port of Spain que Cuba, qui en est exclue, était «présente ici avec le Venezuela».

«Cuba est présente ici avec le Venezuela», a dit à la presse M. Chavez alors qu'une foule se pressait autour de lui dans un grand brouhaha et qu'un orchestre jouait pour l'arrivée des chefs d'Etat. Cuba, exclue de l'Organisation des Etats américains (OEA) en 1962, n'est pas invitée à participer aux sommets des Amériques. M. Chavez a également réaffirmé la décision du bloc de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (Alba) de ne pas signer la déclaration finale du sommet de Trinité-et-Tobago en son état actuel.

«C'est une décision souveraine dans le cadre de la bataille que nous livrons à partir de l'Alba», a-t-il dit. Le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, le Honduras, la Dominique et Saint-Vincent, membres de l'Alba, avaient déclaré à l'issue d'une réunion préparatoire au sommet qu'ils jugeaient le projet de déclaration finale «inacceptable». Dans



Raul Castro et Hugo Chavez.

Photo : DF

une tentative de désamorcer les tensions à ce sujet, le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, a proposé vendredi de mettre fin à l'exclusion de Cuba de cette instance lors de la prochaine assemblée générale de l'organisation en juin. Les présidents latino-américains sont favorables à une levée de l'embargo

américain contre l'île, qui date également de 1962, mais la plupart d'entre eux parient, à l'instar du Brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, sur un processus graduel. M. Chavez et ses alliés de l'Alba comptent demander à Port of Spain au président américain Barack Obama la levée pure et simple de l'embargo.

La présidente argentine appelle Obama à lever un embargo «anachronique»

La présidente argentine Cristina Kirchner a appelé vendredi dernier son homologue américain Barack Obama à lever l'embargo de son pays contre Cuba, le qualifiant d'«anachronique» dans un discours au sommet des Amériques à Trinité-et-Tobago. «Nous devons prendre en compte ces évolutions : la suppression de la logique d'un monde bipolaire, l'anachronisme que constitue aujourd'hui l'embargo à la République sœur de Cuba, et demander qu'il soit levé», a dit Mme Kirchner en présence de M. Obama au début du sommet. Les présidents latino-américains sont favorables à une levée de l'embargo américain contre l'île, qui date de 1962, mais la plupart d'entre eux parient, à l'instar du Brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, sur un processus graduel.

Obama se dit prêt à un large dialogue avec Cuba s'il est productif

Le président américain Barack Obama s'est dit vendredi dernier prêt à dialoguer avec Cuba sur toute une série de sujets comme les droits de l'homme, à condition que ce dialogue produise des résultats, selon le texte de son discours prévu pour le sommet des Amériques.

Au lendemain de ce que sa secrétaire d'Etat Hillary Clinton a présenté comme une «ouverture» de la part des dirigeants cubains, M. Obama a refusé de dialoguer pour le plaisir de parler, mais a dit croire dans la possibilité de nouvelles relations entre les Etats-Unis et Cuba. «Au cours des deux dernières années,

j'ai dit, et je répète aujourd'hui, que je suis prêt à faire en sorte que mon administration engage le dialogue avec le gouvernement cubain sur un large éventail de questions : des droits de l'homme, de la liberté d'expression et de la réforme démocratique à la drogue en passant par l'immigration et les questions économiques», a-t-il dit, selon le texte de ce discours publié par avance par la Maison-Blanche. «Que les choses soient claires : parler pour le plaisir de parler ne m'intéresse pas. Mais je crois que nous pouvons emmener les relations américano-cubaines dans une nouvelle direction», a-t-il dit.

Le président togolais dénonce «une tentative de coup d'Etat»

Le président togolais Faure Gnassingbé a dénoncé vendredi «une tentative de coup d'Etat» contre lui lors d'une allocution à la télévision nationale, sans citer une seule fois le nom de son frère arrêté mercredi dernier.

Ce coup d'Etat «devait se dérouler durant la visite de travail que je devais effectuer en Chine», a déclaré le chef de l'Etat, dont le départ était prévu dimanche dernier en soirée.

«Ils projetaient de prendre le pouvoir par la force et de déstabiliser les institutions républicaines», a poursuivi Faure Gnassingbé, qui n'a pas évoqué directement la participation de son frère Kpacha Gnassingbé.

Arrêté mercredi matin alors qu'il cherchait à se réfugier à l'ambassade américaine à Lomé, ce dernier, député et ancien ministre de la Défense, a été inculpé le jour même de «complot» et de «tentative d'attentat contre la sûreté de l'Etat» par le procureur de la République Robert Bakaï. «Profondément atta-

ché aux vertus familiales, vous pouvez imaginer combien la révélation de cette action m'a touchée», a été la seule allusion du président togolais à son frère dans ce discours solennel prononcé à la télévision. Selon des sources diplomatiques, un autre fils du défunt président Eyadéma, père de l'actuel chef de l'Etat, aurait également été interpellé, mais aucune confirmation officielle de cette arrestation n'avait été donnée vendredi soir. «Titulaire d'un mandat dont vous m'avez investi, je savais que la défense de l'Etat, de votre Etat, est la mission sacrée qui m'a été confiée. La tentative de coup d'Etat est non seulement un crime contre la Constitution et les lois de la République, mais aussi un outrage fait au peuple togolais. Voilà pour-

quoi j'ai pris toutes les mesures pour que la justice s'exerce avec fermeté et sérénité à l'égard des auteurs de ces actes criminels et de leurs complices», a encore déclaré Faure Gnassingbé.

Indiquant que les «personnes en cause» étaient actuellement interrogées par un juge d'instruction, il a affirmé que «les dimensions du projet criminel apparaissent dans toute leur ampleur». «Il s'agissait de remplacer la force de la loi par la loi de la force, ce que je ne puis accepter», a-t-il poursuivi avant d'ajouter que «jamais plus la politique ne doit faire couler sang au Togo». Faure Gnassingbé a, par ailleurs, remercié des «pays étrangers et amis», sans les citer, pour avoir prévenu les autorités togolaises «de l'imminence» du coup d'Etat. Des armes et du matériel de guerre saisis ont été présentés jeudi dernier à la presse par la Gendarmerie nationale de Lomé. Une opération menée par des gendarmes fortement

armés avait visé le domicile de Kpacha Gnassingbé dans la nuit de dimanche à lundi, officiellement pour arrêter des personnes soupçonnées d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Une seconde expédition avait eu lieu tard mardi soir, mais Kpacha avait pris le large. Eduqué aux Etats-Unis, Faure Gnassingbé, aujourd'hui âgé de 43 ans, est arrivé au pouvoir en 2005, à la suite de la mort en février de son père, Gnassingbé Eyadéma, dans des circonstances chaotiques : il avait d'abord été imposé par les généraux avant d'être élu lors d'une élection contestée et marquée par des violences.

En quelques années, il a toutefois réussi à décriper une situation politique bloquée avec l'opposition. Des discussions sont d'ailleurs en cours avec les principaux partis d'opposition, surtout l'Union des forces de changement (UFC) de Gilchrist Olympio. La prochaine présidentielle est prévue en 2010.

Un Canadien accusé d'avoir tenté d'exporter de la technologie en Iran

Un homme accusé d'avoir tenté d'exporter de la technologie nucléaire en Iran a été arrêté au Canada au terme d'une enquête conjointe avec les Etats-Unis, a annoncé avant hier la Gendarmerie Royale du Canada (GRC).

Mahmoud Yadegari, un habitant de Toronto, s'était procuré des «transducteurs de pression», fabriqués aux Etats-Unis, qui servent à «produire de l'uranium enrichi» et peuvent être utilisés «à des fins militaires», a indiqué la GRC. «Le point de destination déclaré était Dubaï, aux Emirats arabes unis, mais nous avons des preuves que la destination finale était l'Iran», a déclaré l'inspecteur Greg Johnson de la GRC au cours d'une conférence de presse dans la banlieue de Toronto.

La GRC avait annoncé dans un premier temps l'arrestation de M. Yadegari, un Canadien d'origine iraniennne, mais sans préciser le destinataire des «transducteurs». Des accusations ont été retenues contre lui en vertu des lois canadiennes mais aussi des dispositions de l'ONU concernant l'Iran, a indiqué la GRC en précisant que d'autres charges pourraient aussi être retenues contre lui.

Les grandes puissances pressent l'Iran de suspendre son programme nucléaire controversé, notamment son programme d'enrichissement de l'uranium, soupçonné de cacher des objectifs militaires, alors que Téhéran dit ne poursuivre que des buts civils.

Ce programme nucléaire se poursuit malgré cinq résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, dont trois assorties de sanctions. Après sept années d'enquête, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se dit toujours incapable de certifier que le programme iranien a un objectif exclusivement civil.

L'arrestation de M. Yadegari est intervenue à la suite d'une «vaste enquête» de deux mois menée en collaboration avec les autorités américaines. Selon l'inspecteur Johnson, M. Yadegari avait obtenu les transducteurs, dont l'exportation est réglementée, d'une société située près de Boston au nord-est des Etats-Unis. «Nous en avons saisi deux qui étaient en cours d'expédition, et d'autres lors d'une perquisition effectuée ultérieurement (...) à Toronto», a-t-il dit. Comme on lui demandait si ces pièces pouvaient être utilisées dans la fabrication d'armes nucléaires, le policier a répondu : «Ce sont des éléments cruciaux utilisés dans un appareil plus important servant à enrichir l'uranium pour obtenir un produit utilisable pour une arme: donc je pense que la réponse est oui.»

M. Yadegari, qui a été arrêté jeudi, était au Canada depuis 1998, a indiqué le sergent Marc Laporte de la GRC.